



Centre canadien sur
les dépendances et
l'usage de substances

Données. Engagement. Résultats.

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Nombre de jeunes Canadiens recourent au sevrage de l'usage de substances en milieu communautaire

Ottawa, 29 mars 2019 – Au Canada, plus de jeunes ont recours à des services de désintoxication en milieu communautaire que d'adultes, selon un nouveau rapport publié par le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS).

Prise en charge du sevrage au Canada : rapport sur les indicateurs nationaux de traitement présente un portrait global de l'utilisation des services publics de traitement de l'usage de substances au Canada avec des données de 2015-2016. À noter que le rapport présente pour la première fois des données provinciales sur les admissions à l'hôpital pour un sevrage.

Ce sont les 25 à 34 ans (31 %) qui ont eu le plus recours aux services de prise en charge du sevrage en milieu communautaire, par rapport à 19 % chez les 45 à 54 ans. Cela dit, ce sont les 45 à 54 ans qui ont le plus recouru aux services en milieu hospitalier, avec 26 %. Seulement 16 % des hospitalisations pour un sevrage concernaient des personnes de 25 à 34 ans.

Autres faits saillants du rapport :

- 30 % des hospitalisations liées à l'usage de substances et 25 % des épisodes de traitement en milieu communautaire pour un trouble lié aux substances étaient pour une prise en charge du sevrage.
- Plus de 27 900 personnes ont eu recours à des services de prise en charge de sevrage en milieu communautaire, dans sept provinces.
- Il y a eu plus de 11 750 hospitalisations pour prise en charge du sevrage de l'usage de substances dans l'ensemble des autorités administratives (à l'exception du Québec).
- Les hommes (69 %) ont davantage eu recours à la prise en charge du sevrage que les femmes (31 %).

La prise en charge du sevrage, souvent appelée désintoxication, est le fait d'offrir, dans un milieu sécurisant, de l'aide médicale et affective pour ainsi gérer les symptômes de sevrage d'une dépendance à une substance.

« La prise en charge des symptômes du sevrage est souvent l'une des premières étapes vers le traitement d'un trouble lié aux substances », explique Bridget Hall, analyste, Recherche et politiques, au CCDUS et coauteure du rapport. « Nos constats soulignent l'importance d'adapter les services de traitement, y compris la prise en charge du sevrage, aux besoins de chacun, surtout en ce qui concerne l'âge et le genre. Comprendre comment ces services sont utilisés au Canada est la clé pour pouvoir améliorer la qualité et la gamme des options de traitement offertes aux personnes ayant un trouble lié aux substances. »

Le rapport sur les INT est la seule source nationale accessible de renseignements sur les programmes publics de traitement de l'usage de substances au Canada. Se trouvent dans ce rapport des analyses de données fournies par l'Institut canadien d'information sur la santé sur les hospitalisations dans dix autorités administratives et des données provenant de services de prise en charge du sevrage en milieu communautaire de sept provinces.

Le CCDUS a été créé en 1988 par une loi du Parlement afin de fournir un leadership national sur des questions touchant l'usage de substances au Canada. Son travail non partisan et factuel oriente la prise de décisions et l'élaboration de politiques, et ce, à tous les niveaux de gouvernement au Canada.

Personne-ressource pour les médias

Victoria Lewis, conseillère en communication, CCDUS

Tél. : 613-235-4048, poste 237 | Courriel : vlewis@ccsa.ca | Twitter : [@CCDUScanada](https://twitter.com/CCDUScanada)



Centre canadien sur
les dépendances et
l'usage de substances

Le CCDUS a été créé par le Parlement afin de fournir un leadership national pour aborder la consommation de substances au Canada. À titre d'organisme digne de confiance, il offre des conseils aux décideurs partout au pays en profitant du pouvoir des recherches, en cultivant les connaissances et en rassemblant divers points de vue.

Les activités et les produits du CCDUS sont réalisés grâce à la contribution financière de Santé Canada. Les opinions exprimées par le CCDUS ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.